

La bataille pour l'emploi et la formation dans le Val-de-Marne

Pierre Garzon

Une soirée d'analyse et de propositions sur les conditions de la bataille pour l'emploi et la formation dans le département du Val-de-Marne s'est tenue le 20 novembre.

Cette initiative construite conjointement entre la fédération et les élus communistes était une première à plus d'un titre.

D'une part, elle répondait à une attente maintes fois exigée d'un travail commun pour faire face aux défis immenses en la matière à la lumière de la crise du capitalisme et des politiques d'austérité.

D'autre part, elle intervenait à un moment où la dimension régionale comme bassin d'emploi est l'objet de toutes les attentions du Medef, lesquelles sont en grande partie les sources d'inspiration de l'UMP et du PS.

Par ailleurs, les batailles des élections municipales, comme des territoriales à venir, ont l'obligation de produire des éléments de conquêtes identifiables sur les questions de l'emploi et de la formation qui dépassent la mise en concurrence entre les villes et les départements en œuvre depuis 3 décennies.

Enfin, il s'agit de décliner en expérimentations locale et départementale l'appel national de Pierre Laurent à lancer une contre-offensive au Medef en substituant dans le débat idéologique comme de l'action publique la notion de coût du capital à celle du coût du travail.

À la lumière de ces objectifs, Fabien Guillaud Bataille, secrétaire départemental, et Frédéric Rauch, rédacteur en chef

d'*Économie et Politique*, ont introduit cette première étape.

Dans un débat mêlant aussi bien l'échange particulier d'expériences de syndicalistes et/ou de salariés, il en ressort :

– Le trop grand écart entre les exigences de la société et le chemin à trouver entre le rejet du chômage et la capacité à identifier son dépassement par la maîtrise des propositions du PCF et/ou de la CGT concernant une sécurité d'emploi et de formation. Il ne saurait y avoir face à un CNPF puis un Medef historiquement très organisés sur le thème de la fatalité, de la concurrence mondiale et du coût du travail, une sous-estimation de la profondeur de la résignation, nourrie par nos propres reculs et abandons en la matière. Le besoin de formation en la matière rapproche de la nécessité de l'action concrète.

– Les terrains départemental et régional sont un bon échelon pour travailler à des expérimentations nouvelles comme la mise en place de cellules de veille abordant aussi bien la défense de l'emploi existant et la conquête de nouveaux emplois liés à des besoins existants, nouveaux ou à venir. Sur les emplois existants, il s'agit par exemple pour les Val-de-marnais de contester et contre proposer à la société RICOH qui supprime 400 emplois, pour leur maintien et leur pérennisation ; ou bien encore la défense de l'emploi public qui représente 1 emploi sur 3 pour les familles val-de-marnaises. Sur les emplois nouveaux, la construction

du métro-rocade d'Île-de-France doit faire l'objet d'une bataille pour exiger un recensement en besoin de mains d'œuvre, en formation, en sécurisation de l'emploi à partir de critères sociaux dans les appels d'offres.

– Le coût du capital en Val-de-Marne s'exerce notamment par le coût du foncier et l'immobilier en général. La proposition de loi Favier sur la maîtrise du foncier constitue donc un point d'appui dans cette bataille pour une réindustrialisation (les axes de communication (réseau fluvial, ferroviaire, et aéroportuaire).

– Le périmètre de la cellule de veille reste à définir pour envisager les moyens les plus efficaces. Mais son principe est acté.

– Enfin, quand 90 % des entreprises déclarées en Val-de-Marne ont moins de 10 salariés et que la part de l'emploi public est si importante (mais sous l'asphyxie de l'austérité), le travail sur l'accès au crédit utile à l'investissement, à la R&D, à la sécurisation de l'emploi et de la formation est une revendication à très large rassemblement. Un rassemblement d'intérêts convergents entre tous les acteurs de la production et de la formation, entre les collectivités et les sources de production. La concentration en Île-de-France des dépôts des salariés et retraités comme de ces petites unités supposent un pouvoir de décision auprès des banques publiques et privées. Une conférence de l'emploi, de la formation et du crédit est une piste à travailler. ■